

Modernisation agricole et évolution du système des castes dans un village du Sud de l'Inde

Kamala Marius-Gnanou*

Introduction

Dans une société profondément façonnée par les castes, il est intéressant d'étudier l'impact de la modernisation agricole et d'observer les caractères et les limites de la plasticité inhérentes au système des castes. L'article 17 la constitution indienne (1950) proclame l'égalité sans distinction de castes et l'abolition de l'intouchabilité. Les seules castes dont il est fait mention dans les statistiques officielles sont les "Scheduled Castes ou S.C" qui regroupent en fait les castes d'ex-intouchables. Or tout observateur qui a vécu quelques temps dans un village constate que loin d'avoir disparu, les castes sont continuellement présentes dans la vie quotidienne. "Parce qu'il structure profondément l'ensemble des pratiques sociales qu'il s'agisse des règles objectives (accès aux moyens de production et rapports de production) ou subjectives (schémas de pensées, système de valeurs, idéologies), le système de castes est l'élément hors duquel la perception et l'analyse des [faits socio-économiques] resteraient incompréhensibles" (R. Lardinois, 1977). La société indienne est donc divisée en castes, c'est-à-dire en quelques milliers de groupes socio-professionnels héréditaires et endogamiques. Cette hiérarchie des castes est essentiellement fondée sur les notions religieuses de pur et d'impur¹.

Selon des intellectuels marxistes, la caractérisation du mode de production dominant qu'il soit capitaliste, semi-féodal ou pré-capitaliste..., ne fait référence à la caste qu'en tant que superstructure masquant les différences de classes (J. Pouchepadass, 1982).

La corrélation forte entre "le prolétariat rural" et les intouchables ou entre la classe des propriétaires terriens et les castes de Vellajas et Reddiars dans le district de Chingleput (étude dans la société tamoule de J. Mencher, 1978) permet-elle de justifier une telle interprétation de la société rurale ? Dans le village d'étude Kudapakkam (situé dans la commune de Villianur à 15 kms à l'Ouest de Pondichéry), la réalité est beaucoup plus complexe notamment depuis l'avènement des nouvelles technologies de la Révolution Verte — variétés à haut rendement (VHR), engrais et pesticides — et dans une moindre mesure des réformes agraires. En effet même si cette modernisation agricole a au départ profité aux riches propriétaires, force est de constater depuis une dizaine d'années, l'émergence d'une classe moyenne capitaliste parmi des castes longtemps défavorisées.

* Géographe-économiste

1. La caste "pure" ne permet pas à ses membres d'accepter de la nourriture ou de l'eau d'une caste inférieure donc "impure", afin de ne pas souiller ; on parlera à ce propos de la hiérarchie de la commensalité (A. Mayer, 1960).

Castes et catégories socio-professionnelles dans la région de Pondichéry

La classification classique de la société indienne en quatre castes ou "varnas" — Brahmanes (prêtres), Kshatriya (guerriers), Vaishyas (commerçants), Sudras (agriculteurs), plus les hors-castes ou "intouchables" ou encore "Harijan" — ne permet pas de représenter la réalité au niveau d'une région. C'est ainsi que les Sudras, considérés comme castes de service (Vellaja, Mudaliar, Vanniar et Reddiar) sont largement majoritaires dans la région de Pondichéry par rapport aux Kshatriyas et aux Vaishyas. Parmi la trentaine de castes dénombrée par C. Mouzon (1954), celle des Vaniars, caste paysanne par excellence et constituée de fermiers de petite exploitation et d'ouvriers agricoles et les intouchables formant la masse des sans-terre sont les plus importantes.

Les Reddiars qui possèdent les terres et règnent en maître dans les villages étudiés représentent la caste dominante, bien que leur importance démographique soit faible.

Parmi les castes terriennes de même rang social, on peut citer les Vellajas, les Mudaliars et dans une moindre mesure les Naïdus. Les Vellajas qui pendant longtemps constitué une caste terrienne dominante ont pratiquement disparu des campagnes suite à leur conversion au catholicisme et à leur niveau d'éducation supérieure qui leur a permis d'accéder aux postes de la fonction publique ou aux professions libérales.

À côté des castes terriennes, on observe un nombre important de castes d'artisans, les Kamalars regroupés en corps de métiers : selon les villages on note l'importance plus ou moindre des orfèvres (Thattars), des forgerons (Karumars), des menuisiers (Thatthars), des tailleurs de pierre (Kalthathars)... en revanche les castes de blanchisseurs (Vannars) et barbiers (Navidars et Ambattars) sont encore très présents dans tous les villages. Enfin parmi les castes dont la spécificité professionnelle a tendance à disparaître, on peut noter les Kusavars (potiers), les Otters (personnes creusant des canaux), les Vettians (personnes s'occupant des funérailles)... Les castes de commerçants, usuriers et négociants sont souvent représentées par les Chettiars et les Komutties, mais on constate qu'ils n'ont pas le monopole exclusif du commerce en raison de la concurrence des musulmans.

En effet il faut préciser que cette spécialisation socio-professionnelle des castes est aujourd'hui en régression, par suite de l'évolution économique et de l'exode rural : il n'est pas rare de trouver des membres des castes de paysans et surtout d'artisans diversifier leurs activités (salariés agricoles,

échoppes de thé...) afin de compléter leur revenu quotidien. Même les Brahmanes à l'origine prêtres ont accédé du fait de leur instruction à des emplois tertiaires.

Le système des castes commande traditionnellement la morphologie villageoise : en effet si les Brahmanes, Vaniars Naïdus, Reddiars..., se regroupent en quartiers différents, au sein du village, la masse des harijans vit recluse dans des hameaux ou "cherry" et constitue l'essentiel de la main d'œuvre agricole bon marché.

Les quelques gros propriétaires exploitant en faire-valoir direct, des exploitations de plus de 2 ha avaient à leur service des ouvriers agricoles permanents ou "panneyal" qui étaient des "hors-castes, attachés héréditairement à un propriétaire et qui vivaient dans un état de semi-servage.

La situation du coolie n'est guère meilleure que celle du pannéyal, car le coolie s'endette souvent auprès d'un gros propriétaire qui, à l'occasion d'un mariage est obligé de travailler sans salaire pour pouvoir rembourser sa dette, d'où un asservissement progressif. Le nœud du problème agraire dans cette région était non seulement la concentration de terres entre les mains d'une minorité de propriétaires terriens (en 1961, 10% des propriétaires possédaient plus de la moitié des terres), asservissant au maximum la masse des ouvriers agricoles, mais aussi la précarité des contrats de fermage, en raison d'une rente foncière souvent exorbitante. En 1935, P. Girod (1938) recensait 77% d'exploitations entre 1 et 2 ha et 5,3% d'exploitations supérieures à 2 ha.

Même si l'intouchabilité est illégale, le statut d'intouchable est toujours à l'origine d'une discrimination : en raison de leurs tâches "impures" (vidangeurs, équarrisseurs...) ils sont condamnés à ne pas avoir de contacts avec les gens des autres castes. Même les chrétiens non intouchables qui, rappelons-le, sont imprégnés du mode de vie hindoue, n'ont pas accepté jusque vers les années 55 la présence d'intouchables à leur côté dans les églises : pendant longtemps un muret à l'intérieur de l'église permettait de séparer les castes des hors-castes. En définitive le Christianisme indien n'a pas toujours mis ses principes égalitaires en avant et la conversion des basses castes au catholicisme n'a pas été une libération.

Même aujourd'hui les intouchables de certains villages n'ont toujours pas le droit de franchir les maisons de certains Reddiars, d'utiliser l'eau de la fontaine publique ou encore de prendre le thé dans les mêmes verres que les autres..!

Le village de Kuddapakam

Les castes et la profession

Kuddapakam bénéficie à la fois de sols alluviaux favorables à la riziculture et d'activités rurales importantes (rizeries, boutiques diverses, magasins d'état, ateliers de coiffure, de tailleur etc...). L'estimation des occupations professionnelles par caste (tabl.1) dans un village relativement prospère (Kuddapakam) nous permet d'aborder de manière plus intéressante la problématique des castes en milieu rural.

L'étude des 658 ménages nous permet de retrouver les caractéristiques notées précédemment : inégalité atavique Reddiars (propriétaires terriens) — Paraiyars (ouvriers agricoles) ; interdépendance

entre castes d'artisans et de services et activités traditionnelles à l'exception des Gramanis (caste traditionnellement vouée à la cueillette des cocos) qui se sont reconvertis dans l'agriculture ; un bon nombre d'artisans (forgerons, potiers, charpentiers...) sont obligés d'être aussi ouvriers agricoles pour assurer leur fin de mois. Quant aux paraiyars, seconde communauté villageoise, qui sont pour la majorité d'entre eux des ouvriers agricoles, on note toutefois une minorité d'exploitants marginaux : en fait certains intouchables ont pu bénéficier des terres récupérées par l'Etat. C'est moins l'atavisme du métier que le manque d'opportunités qui n'incite pas les artisans et ouvriers agricoles à diversifier leurs activités voire à changer de profession, du moins en milieu rural.

78

N°	Caste	Cultiv.	Artisan	Service	Propri.	Autre
1	Reddiar	115	150	-	5	5
2	Paraiyar	20	190	10		
3	Vellalar	55				11
4	Chettiar				10	
5	Mudaliar	8		≥		
6	Vanniar	6				
7	Kudiyar	6	6			
8	Chettiar	7	3			4
9	Kanniyar	2		4		
10	Vanniar				10	
11	Vanniar				6	
12	Vanniar			3		
13	Arar	2		3		
14	Arar		15	2	8	

*Nous y avons inclus les Vellajars
Enquêtes personnelles approximatives (février 1991)

Tableau 1 - Occupations professionnelles par caste à Kuddapakam en 1991

Néanmoins à l'inverse des autres castes défavorisées, les Vaniars essaient depuis le début du siècle d'améliorer leur statut tant économique que social : en effet près de la moitié des Vaniars sont cultivateurs ; certes bon nombre d'entre eux, à l'inverse des Reddiars, sont des exploitants petits et marginaux, mais il n'est pas rare de rencontrer de gros exploitants parmi eux. L'ascension sociale à l'intérieur de cette caste Vaniar se traduit par un changement de titre : ainsi on distingue au bas de l'échelle sociale, les Pallis, en second lieu les Padiyatchi, en troisième lieu les Gounder et en haut de l'échelle, les Naïcker. Par conséquent le Gounder, petit paysan qui aura acquis une certaine notabilité villageoise, prendra le titre de Naïcker. Parmi les nouvelles professions-liées à aucune caste spécifique- qui font recette en milieu rural, nous avons noté celle de tailleur, exclusivement réservée aujourd'hui aux Vaniars. Par ailleurs les Vaniars plus entrepreneurs que les Paraiyars, essaient de défendre leurs intérêts à l'intérieur d'organisations militantes diverses. Enfin la caste commerçante est bien représentée par la dizaine de Chettiars qui vivent non seulement du commerce et de l'usure mais aussi de l'agriculture pour certains d'entre eux.

Une coopérative

L'irrigation optimum - maîtrise de l'eau dans l'espace et le temps - assurée par les puits tubés et une fertilisation bien dosée ont été les conditions nécessaires pour rentabiliser les VHR (variétés à haut rendement²). Pendant l'électrification rurale généralisée (1972), les prêts accordés par les coopératives villageoises de crédit et la capacité d'innovation des paysans, la volonté de posséder un puits tubé quitte

à s'endetter ont été des facteurs déterminants dans la modernisation agricole.

La coopérative villageoise de Kuddapakam regroupe 900 membres du "Revenue Village" (regroupant Kuddapakam et Konerikuppam) dont la majorité d'entre eux sont des paysans. Chaque année la "Pondicherry State Cooperative Bank" accorde l'équivalent de 1,2 millions de Rs à cette coopérative qui diversifie ses prêts. Plus de 600.000 Rs sont consacrées uniquement à des prêts pour le riz (460.000 Rs), la canne à sucre (140.000 Rs) et dans une moindre mesure pour la culture de manioc qui connaît un certain engouement depuis quelques années. En plus des prêts aux cultures, 75 membres ont bénéficié en 1990 d'un prêt de 3000 Rs remboursable au bout de 3 ans, pour l'achat de vaches laitières. En revanche les prêts accordés pour l'outillage agricole se font encore très rares : ce n'est pour la première fois, en 1991, qu'un paysan a bénéficié d'un emprunt de 25000 Rs par l'intermédiaire de la "Pondicherry State Cooperative Land Mortgage Bank Limited" pour l'achat d'un puits submersible. Toujours en matière agricole, la coopérative loue un tracteur à raison de 120 Rs/acre pour les terres sèches, 180 Rs/acre pour les terres humides et 90 Rs/acre pour le transport ; par ailleurs le tracteur équipé d'une remorque est loué 450 Rs ou 300 Rs selon qu'il fonctionne au diesel ou non ; il faut préciser que dans ce cas les SC bénéficient d'une subvention de 50%. Afin d'encourager l'éducation, la coopérative a prêté en 1990, 40000 Rs à 200 membres (soit 200 Rs/personne), au taux annuel de 9%. Enfin la coopérative a distribué plus de 1500 cartes de rationnement qui permettent aux villageois, de bénéficier des denrées

2. Une maturation courte leur petite taille et leur très faible sensibilité à la lumière permettent 3 récoltes par an.

alimentaires de base à des prix défiant toute concurrence.

Grâce à l'étude du fonctionnement de cette coopérative villageoise, nous avons pu mettre en évidence la vitalité du crédit rural ; néanmoins d'après le trésorier de cette coopérative, rares sont les petits paysans qui remboursent leurs emprunts, d'où un arriéré d'au moins 300.000 à 400.000 Rs/an ! En 1990, sur le 400 bénéficiaires de prêts, 150 d'entre eux n'avaient toujours rien remboursé ; cependant pour favoriser le remboursement à échéance, la coopérative rembourse 2 % de la somme empruntée, voire 4 % aux SC. En fait pour limiter ces non-remboursements, il faudrait pénaliser les débiteurs. Or malgré tous ces problèmes cette coopérative va recevoir prochainement le prix de la coopérative villageoise modèle de Pondichéry ; cela en dit long sur la situation financière des autres coopératives.

80

Les réformes agraires

Les principales réformes agraires protègent essentiellement les tenanciers contre l'expulsion totale des terres ou de leur habitation et fixe le montant des rentes foncières ainsi que le plafond maximal foncier.

Malgré les réformes agraires on note une répartition inégalitaire des terres. En effet plus de 60 % des exploitations ont moins d'1 ha et couvrent plus de 30% des terres tandis que 3 % des exploitants de plus de 4 ha possèdent à peu près 25 % des terres à Kuddapakam.

Cette étude met aussi en évidence l'extrême petitesse des exploitations, dont la superficie atteint 0,9 ha pour Kuddapakam. Ce morcellement amplifié à Kuddapakam s'explique essentiellement par une pression démographique accrue, soit 1451 hab/km². En revanche la concentration des terres entre les mains de quelques familles s'explique par des

héritages successifs, permettant à certaines castes d'avoir la main-mise sur les meilleures terres.

Ainsi, quelque soit le schématisme d'une classification des exploitations qui s'appuie sur la seule superficie, quelques conclusions s'imposent : l'extrême morcellement et la répartition inégalitaire des exploitations, en dépit des réformes agraires concernant le plafond foncier et la politique de remembrement. La mauvaise application de la législation agraire, l'abus de pouvoir des propriétaires et la faiblesse des politiques gouvernementales en sont les causes essentielles.

Impacts sociaux

Emprise foncière des Reddiars

La répartition des terres selon les castes (fig.1 et tabl.2) met en évidence la main mise des Reddiars sur les terres cultivables de ce village : en effet 40 % des terres sont entre les mains de 50 familles Reddiars ; par ailleurs un quart des terres appartenait à 10 gros exploitants (4,5% des exploitants) Reddiars (exploitations de plus de 4 ha). Pourtant beaucoup de Reddiars se sont vus supprimer des terres après la proclamation du "Ceiling Act" : Toujours à l'intérieur de cette caste, on note la présence d'exploitants moyens (une dizaine) et une bonne majorité d'exploitants petits et marginaux (une trentaine).

Ascension économique des Vaniars

Si la maîtrise de l'espace foncier se fait au profit des Reddiars les Vaniars (plus de 50 % de l'ensemble des exploitants) se partagent près du tiers des terres. Les plus riches d'entre eux qui représentent une extrême minorité ne possèdent pas plus de 4 ha, tandis que la majorité d'entre eux possèdent des micro-exploitations inférieures à un hectare voire un demi hectare. Cette caste Vaniar considé-

rée comme une basse caste a toujours été en concurrence économique avec les gros propriétaires de caste Reddiar, qui plus riches et mieux appuyés politiquement, ont toujours obtenu le plus de faveurs dont ils abusent pour pouvoir obtenir des prêts bancaires ou contourner les lois agraires. Néanmoins Girod consi-

dérait déjà en 1938 que les Reddiars propriétaires de grandes exploitations risquaient de les perdre au profit des Vellaja ou Chettiar, en raison de la dilapidation de leur fortune dans les fêtes luxueuses ou dans des spéculations frauduleuses, mais l'histoire a prouvé le contraire !

Castes	Exploitants 220 ha		Superficie 253 ha		Rapport
	Nombre	%	hectares	%	
Reddiars	51	23,2	115	45,4	2,2
Vaniars	115	52,3	91	36,0	0,8
Mudaliars	6	2,7	8	3,1	1,3
Nayai	8	3,6	4	1,6	0,5
Lidayars	4	1,8	7	2,8	1,7
Chettians	5	2,3	1	0,4	0,2
Ayars	5	2,3	4	1,6	0,8
Orattai	3	1,4	4	1,6	1,3
Kamalars	3	1,4	2	0,9	0,6
Harban	20	9,0	10	3,9	0,5
Temple			7	2,7	
Total	220	100,0	253	100,0	1,1

Source : calculs effectués à partir du Adangal (faisli 1390) de 1990.

Tableau 2 - Répartition des terres par caste à Kuddapakam en 1990.

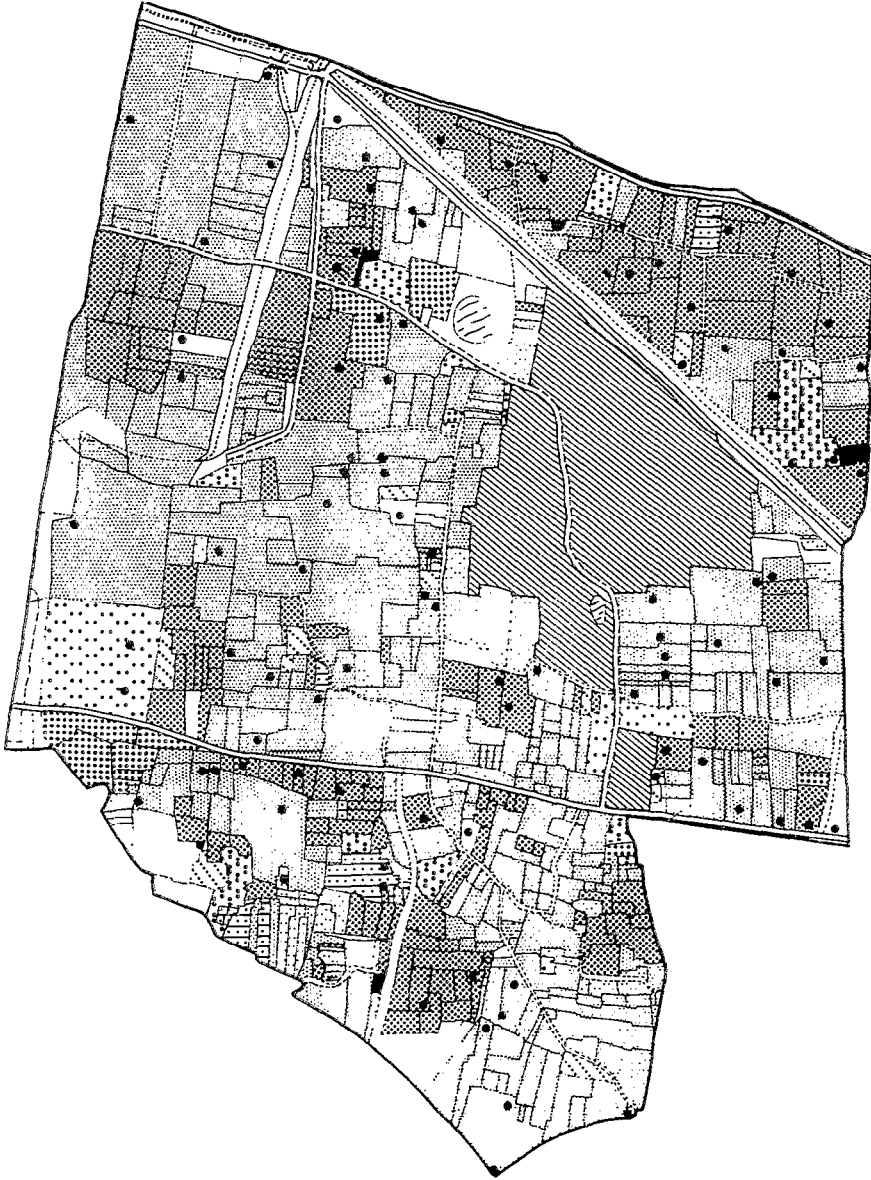
Ayanar, 40 ans possède 13 acres (un acre est une unité de surface couramment utilisée dans cette région qui correspond à 0,4 ha) de terres essentiellement punjai (terres sèches) dont 4 acres à l'extérieur du village. Le puits qui irrigue son domaine atteignait primitivement 30 m de profondeur. Il l'a équipé récemment d'une pompe de 33 m de hauteur, muni d'un moteur de 7,5 chevaux. L'économie de son exploitation est basée essentiellement sur des cultures de rapport tels que la canne, le casuarina et le riz dans une moindre mesure. En 1990 il avait cultivé la variété de paddy NLR, très populaire à l'heure actuelle en raison de son bon goût et du peu de pesticides nécessaires. Il a pu vendre à bon prix près de 85 sacs (environ 200 Rs/sac de 75 kg) à des négociants privés et en garder une vingtaine pour sa consommation personnelle.

En revanche, pour subvenir au coût de production élevé de la canne à sucre, il a emprunté 8000 Rs à la sucrerie voisine (soit 4000 Rs/acre, remboursable au taux d'intérêt annuel de 10%). Cette culture s'est avérée être rentable puisque la seule récolte de canne lui a fourni 60 t/acre ; donc vendue à

360 Rs la tonne, cette récolte lui a laissé environ 16000 Rs/acre, les dépenses étant évaluées à 5600 Rs/acre.

Mais d'après lui, la culture actuellement la plus rentable -certes à long terme- est sans aucun doute la culture de filaos peu exigeante en eau et en soins culturaux (excepté au début de sa croissance). En septembre 1989 il en avait planté sur 4 acres : il a évalué le coût de production à 6000 Rs/acre et espère obtenir un bénéfice par acre de 30000 Rs d'ici 4 ans.

Au total ses revenus agricoles annuels lui ont permis non seulement de moderniser son exploitation mais d'acquérir un capital foncier en quelques années. Il aurait pu investir davantage s'il n'avait pas eu à thésauriser pour la dot de ses 2 nièces (le mari de sa sœur étant alcoolique). Cela dit, les 7 membres de sa famille vivent dans une maison correcte et consomment régulièrement les denrées alimentaires de base : soit 4 litres d'huile par mois, 1 kg de sucre par mois, du poisson (4 fois par semaine), de la viande (au moins deux fois par semaine), 5 kg de légumineuses par mois et 75 kg de riz par mois.



Informations recueillies dans le Andagal (registre foncier villageois) où sont notés pour chaque parcelle et subdivisions la taille, la culture pratiquée, la présence d'un puits ainsi que le nom des exploitants. En général les Reddiars, Mudaliars, Chettiars, Ayers, Gramani et Naïdus mentionnent leur titre en plus de leur nom et les intouchables (harijans) précisent qu'ils sont SC. En revanche on ne voit pas toujours apparaître le titre de Vaniar, aussi après avoir comptabilisé toutes les terres caste par caste, nous en avons déduit les Vaniars.

En fait la Révolution Verte en abaissant la taille d'une exploitation viable économiquement, a permis à certains Vaniars d'émerger du stade frugal d'il y a 20 ans. Parmi les Vaniars de ce village, cultivateurs de génération en génération, nous en avons sélectionné un que nous avons rencontré en février 1991.

Cet exploitant fait partie de la minorité d'exploitants de plus de 10 acres qui possèdent plus du tiers des superficies de la région. Jusque vers les années 1970, les Vaniars constituaient la masse des exploitants petits et marginaux, mais grâce à leur dynamisme et à leur volonté d'adopter rapidement les techniques de la Révolution Verte, les Vaniars sont devenus des concurrents directs des Reddiars. En fait à l'intérieur de cette catégorie de gros exploitants, on distingue 2 types d'exploitants : d'une part les propriétaires "capitalistes" Reddiars et Vaniars qui tout d'abord investissent au maximum dans l'amélioration des moyens de production et dans une moindre mesure dans l'achat de terres, puis participent pleinement à

l'exploitation de leurs terres en n'hésitant pas à recourir au prolétariat agricole et enfin ne concèdent éventuellement qu'une très faible partie des terres (notamment celles éloignées de leur lieu d'habitation) ; d'autre part des "rentiers absentéistes" qui vivent pour la majorité d'entre eux à Pondichéry qui se contentent de rentes de leurs terres données généralement en métayage à des tenanciers sans chercher à maximiser leurs profits. Ces rentiers absentéistes appartiennent à des vieilles familles de propriétaires Mudaliars, Vellajas ou Udayars. Néanmoins depuis la Révolution Verte cette race de propriétaires assiste à une lente dégradation de son capital foncier et est en voie de disparition laissant la place à ces nouveaux capitalistes Reddiars mais aussi Vaniars, heureux bénéficiaires de la Révolution Verte. Même parmi les exploitants marginaux Vaniars, certains arrivent à vivre décemment, grâce notamment à des activités supplémentaires productives.

En 1991, nous avons eu l'occasion d'interroger un tailleur Vaniar qui venait d'ouvrir son atelier 3 ans auparavant. Compte tenu d'une demande de plus en plus forte -les gens font de plus en plus d'efforts pour s'habiller-, il est obligé d'ouvrir son atelier de 9 h du matin à 9 h du soir et embaucher 3 assistants. Il réalise en moyenne 10 pièces par jour, d'où un revenu mensuel minimum de 1500 Rs : en effet rien que la confection quotidienne d'un pantalon ou d'une chemise lui rapporte 50 Rs. Par ailleurs, il se consacre à son petit lopin de terre (2 acres) sur lequel il cultive du

riz (1/2 acre) pour sa consommation personnelle, de la canne à sucre (1/2 acre) du manioc (1/2 acre) et de l'arachide (1/2 acre), cultures qui lui rapportent annuellement 5000 Rs. Par conséquent même si sa femme, ses 3 enfants (âgés de 9 à 13 ans) et lui vivent dans un kouraivideu (chaumière) équipé uniquement d'un puits domestique et d'une lampe allumée 3 h/j, ils arrivent à manger correctement. Ils consomment 4 kg de riz par jour, 2 litres d'huile, 1 kg de sucre et 1 kg de dal par mois et du poisson ou de la viande 2 à 3 fois par semaine.

Parmi les castes minoritaires du village, seul un Udayar sur 4 possède une exploitation de plus de 4 ha, tandis que 2 Mudaliars sur 6 et un Gramani sur 3 possèdent des exploitations moyennes (2-4 ha). Les autres exploitants (Naïdu, Chettiars, Kammalars, Ayers et Paraiyars)

n'ont que des exploitations petites et marginales.

En définitive, comme nous l'avions émis précédemment, il est difficile de trouver des corrélations entre castes et classes, même si les paysans aisés appartiennent

à la caste des Reddiars ou les sans-terre à la caste des Paraiyars : en effet, les Vaniars se retrouvent tant parmi les sans-terre que les paysans moyens voire nantis.

Le prolétariatisme des "intouchables"

Dans notre étude sur les occupations professionnelles par caste, nous avons pu noter la forte corrélation existant entre la caste des intouchables et l'activité d'ouvrier agricole. D'ailleurs, comble de la fatalité ou du hasard, parmi les 30 sans-terre, que nous avons enquêtés, tous étaient intouchables à l'exception des artisans et des gens de service minoritaires. Même si la modernisation agricole et surtout l'intensification rizicole a généré un accroissement de l'offre d'emploi, elle n'a pas pour autant induit une amélioration de leur condition de vie en raison des faibles salaires attribués notamment aux femmes et d'une hausse anormale des prix, d'où une stagnation voire une détérioration du pouvoir d'achat. La participation des femmes SC sur le marché du travail agricole a toujours été une nécessité malgré les salaires dérisoires et non une volonté d'émancipation ; d'ailleurs en milieu rural on a la nette impression que plus basse est la caste, plus nombreuses sont les femmes qui travaillent. A Kuddapakam nous n'avons jamais rencontré de femmes Reddiars ou Naïdu - même pauvres-travailler dans les champs.

Cette féminisation accrue du travail rizicole a eu aussi pour contrepartie un recrutement de plus en plus temporaire de la main-d'œuvre agricole dans la mesure où les opérations culturales les plus exigeantes en main-d'œuvre (le repiquage, le désherbage et la récolte) sont exclusivement réservées aux femmes, d'où une diminution du recrutement des ouvriers agricoles permanents ou pannyays essentiellement intouchables ou de

basse caste. Par ailleurs la plupart des ouvriers agricoles rencontrés dans les "cherry" répugnent de plus en plus à être des pannyays en raison du mécanisme des emprunts et des dettes qui faussent les relations sociales de production.

Si le débiteur ne peut rembourser sa dette, il reste sous la dépendance de son propriétaire à long terme et n'a pour seule rétribution que la nourriture quotidienne et éventuellement des vêtements ; même s'ils bénéficient d'une sécurité de l'emploi, ils vivent toujours misérablement : l'école marxiste qualifiait à juste titre ces relations de production de "semi-féodales".

En outre, les périodes de pointes agricoles entre juin et novembre sont à l'origine d'une migration de plus en plus pendulaire des demandeurs d'emploi : la majorité des ouvriers agricoles rencontrés dans les "cherry" n'hésitent pas à travailler dans un rayon de 5 à 10 kms, pour être sûrs d'être employés au moins 6 à 8 mois par an. Ce phénomène de migration a dû toujours exister, mais a dû s'amplifier avec l'avènement des motopompes, impliquant une utilisation plus intensive favorisant ainsi un étalement de la demande de travail dans le temps.

Le développement rural intégré

La croissance agricole provoquée par la Révolution Verte, n'a pas assez stimulé le développement d'activités para et extra-agricoles au sein des villages et n'a pas créé par conséquent, un véritable processus de développement rural. Néanmoins la pauvreté rurale n'est pas la conséquence directe de la Révolution Verte mais la conséquence d'une prolétarianisation elle-même liée à une pression démographique croissante accrue³. La Révolution Verte n'arrivera jamais à absorber la force

³ Au niveau de la région, on a pu observer entre 1961 et 1981 une augmentation de 42 % du nombre, d'ouvriers agricoles et/ou de sans-terre et une baisse de 33 % du nombre de cultivateurs.

de travail croissante, aussi l'Etat par l'intermédiaire des différents plans de développement rural a essayé de prendre le relais.

En fait la véritable prise de conscience de l'urgence d'un développement rural incluant les ruraux pauvres dont la majorité est intouchable ne date que du cinquième plan (1975-80). Auparavant le concept de développement rural ne se limitait en fait qu'à la nécessité d'un développement agricole et ne touchait par conséquent qu'une minorité d'exploitants. Afin d'être plus efficaces, les programmes de développement rural furent regroupés par le gouvernement Janata en 1977 sous l'appellation officielle de "Integrated Rural Development Program" (IRDP). Les objectifs de l'IRDP ont toujours été d'éliminer la pauvreté en attribuant des moyens de production assurant ainsi une forme d'auto-emploi. Ces moyens de production sont très variés et concernent tous les secteurs de la vie économique :

cela va d'une paire de boeufs ou de vaches à l'échoppe de thé en passant par les poulaillers, le rikshaw, les épiceries... En principe sont concernées uniquement les familles de 5 membres au moins, ayant un revenu annuel inférieur à 6400 Rs et 1/3 au moins de ces bénéficiaires devaient appartenir aux castes inférieures.

Une étude réalisée par la "Mother Society of Pondicherry"⁴, confirmerait une augmentation substantielle de revenus des sans-terre et des micro-exploitants ; pourtant à Kuddapakam, la vingtaine de sans-terre bénéficiaires de l'IRDP se plaignent amèrement du décès des animaux attribués (ovins, bovins et caprins), en raison du manque de fourrage, de l'assistance vétérinaire insuffisante, d'un coût d'entretien élevé et de leur faible productivité (rares sont les vaches qui dépassaient 2l/jour).

En février 1991, nous avons eu l'occasion de rencontrer une dizaine de sans-terre dont ce cas extrême : Ramasamy est ouvrier permanent chez un des Reddiars les plus riches. Il garde le puits et fait quelques petits travaux, pour cela il gagne 5 Rs/j quand il y a beaucoup de travail plus 2 repas par jour et 6 sacs de riz par an. Il a eu 9 enfants et en a perdu 5 ainsi que sa femme qui est morte selon lui dans d'horribles souffrances. Sa condition est si misérable que ses filles sont obligées d'être coolies et arrivent à gagner 15 à 20 Rs en période de pointe. Ils vivent dans un koudoussai (hutte) sans eau et sans électricité. Il a bénéficié d'une paire de vaches grâce à l'IRDP, mais il a dû en vendre une pour le mariage d'une de ses filles et l'autre est morte

en raison selon lui d'un coût d'entretien impossible à assumer. Par conséquent ils n'ont même pas les moyens de boire du lait ; ils mangent essentiellement du riz (3 kg/j) qu'ils se procurent au ration shop et des os de bœuf 2 fois par semaine.

Par ailleurs le peu de salaire qu'il perçoit passe entièrement dans la consommation de l'arrack à raison de 2 à 5 Rs/j, d'où cette maigre qui frappe dès qu'on le rencontre. D'ailleurs parmi les 5 sans-terre bénéficiaires de l'IRDP que nous avons rencontrés, tous ont perdu ou dû vendre leurs animaux par manque d'argent pour les entretenir ; il leur est par ailleurs impossible de rembourser d'où leur angosse grandissante.

En fait, des biens de production peu productifs ne peuvent en aucune manière élever le niveau de vie des plus pauvres.

En outre l'attribution de biens de production à des pauvres ruraux sans éducation, sans aucune formation particulière et sou-

⁴ Il s'agit d'un institut reconnu par le conseil indien pour la recherche en sciences sociales.

vent sans motivation comme c'est le cas chez "les intouchables", les desservent plus qu'autre chose : en effet l'attribution d'animaux à un ménage qui n'en a jamais possédés est souvent vouée à l'échec, en revanche celui qui en possède déjà, saura en tirer profit (Dreze, 1990).

Il serait plus efficace de fournir aux gens sans éducation, des emplois salariés (construction des routes, digues, canaux, reboisement...). Au cours du sixième plan un programme de développement est mis en place garantissant pour les sans-terre, 100 jours de travail par an, à des travaux d'intérêt commun (constructions d'habitations, de latrines...). Dans le cherry de Kudapakkam, il semble que ces programmes aient contribué à améliorer les conditions de vie de certains intouchables : en effet malgré leur revenu largement en dessous du seuil de pauvreté, certains pouvaient vivre dans une chaumière en murs de briques grâce à l'attribution d'un prêt de 10000 Rs remboursable sur une période de 20 ans à raison de 500 Rs/an sans intérêt. Par ailleurs les intouchables qui n'avaient pu bénéficier de ce prêt, ont reçu grâce au "harijan welfare" une petite parcelle leur permettant au moins d'y installer une hutte. De plus l'électricité qui ne se résume certes qu'à la possibilité d'avoir une lampe allumée 3 heures par jour commence à toucher quelques intouchables. Enfin l'eau potable ainsi que les

toilettes publiques ont fait leur apparition en 1990.

A Kuddapakam un autre programme permet la formation des groupes de femmes à la couture tout en prenant en charge leurs enfants.

En fait l'un des défauts majeurs de ces programmes d'emplois ruraux est sans conteste leur courte durée, générant un faible revenu, même si les salaires journaliers sont supérieurs à ceux du marché libre. En effet, il semble impossible à une famille pauvre de franchir le seuil de pauvreté (6400 Rs) en dépit des 100 jours de travail accordés, compte tenu du fait que le salaire quotidien ne dépasse que rarement 25 Rs, même si on considère que 2 personnes pourraient travailler ($100 \times 25 \times 2 = 5000$ Rs). Par ailleurs d'après quelques enquêtes effectuées parmi les bénéficiaires, rares sont ceux qui ont pu travailler plus de 50 jours.

L'une des causes majeures du semi-échec de ces programmes de développement rural est la faiblesse de l'infrastructure administrative, qualification du personnel et intégration verticale et horizontale des services concernés, impliquant souvent des retards dans l'attribution des biens de production ou des détournements de fonds ou encore une mauvaise identification des bénéficiaires.

Conclusion

Même si le système des castes reste encore très vivace dans la société rurale actuelle, de nombreux courants ont récusé avec force la rationalité ou encore l'utilité de ce système. Le grand poète et philosophe tamoul Soupramania Bâradi en 1906 "the crime of Caste" où il dénonce l'absurdité du système des castes : "Hélas on a fait croire à la masse ignorante de notre pays que ce chaos de castes est un don spécial de Dieu et que

quiconque y contrevient ira en enfer. [...] Que personne ne se réjouisse à l'idée que la caste prendra du temps pour mourir, car sa vie en sera d'autant plus affreuse.[...]." Par la suite, le mouvement "Dravidra Munnetra Kajagam" créé par Annadurai en 1949 continuera à combattre la société de castes. Parmi les courants de pensée anti-castes on ne peut omettre les intellectuels marxistes relayés politiquement par les différents Partis Communistes.

Enfin même l'Etat indépendant prétend donner, en vertu de sa constitution "justice, liberté, égalité et fraternité" à tous les citoyens indiens. Mais la contradiction majeure du gouvernement indien est d'une part d'avoir supprimé les castes (par la Constitution) et d'autre part de réserver des privilèges politiques et administratifs aux intouchables, d'où paradoxalement une course à la reconnaissance de statut de "scheduled caste" ou encore "backward class" afin de bénéficier des nombreux avantages (quotas dans l'éducation, les emplois...). Les violentes manifestations de l'automne 1990, suite à la volonté du gouvernement de V.P.Singh d'augmenter ces quotas, témoignent de la nécessité de revoir cette politique.

En fait comme le note J. Dupuis (1984), "selon des schémas théoriques de l'évolution, on aurait pu imaginer que la modernisation de l'Inde allait accentuer le discrédit de ce vétuste système des castes. Il n'en est rien, la jâti gagne en prestige et en efficacité. Sa puissance repose localement sur la caste dominante qui est dans chaque village, la jâti des propriétaires du sol [en l'occurrence les Reddiars dans notre cas], donneurs d'emploi et agents électoraux."

On pourrait toutefois nuancer ces propos, en disant que cette pénétration du mode de production capitaliste dans les campagnes pondichériennes a sensiblement modifié la structure de la société rurale. La classe des rentiers absentéistes - à savoir les Mudaliars, les Vellajas- longtemps numériquement dominante est en déclin tandis que la classe des entrepreneurs agricoles capitalistes (Reddiars et Vaniars) au sens des économistes et des sociologues anglophones, ne cesse de progresser. Cependant, si cette modernisation agricole a permis une certaine mobilité économique de certains groupes sociaux, elle a laissé de côté la masse des sans-terres et des micro-exploitants, intouchables pour la majorité d'entre eux. Il est possible qu'une diversification économique plus importante au sein du village ou encore l'attribution plus facile de crédits agricoles aux intouchables contribueront à leur mobilité sociale. Mais la vraie victoire de l'intouchable ne sera pas seulement d'acquérir un statut économique mais surtout de pouvoir être intégré socialement dans le village. Or cette victoire n'est pas encore pour demain.

Bibliographie

- DREZE J., 1990. Poverty in India and the IRDP delusion, *Economic and Political Weekly*, 29 sept., p.A95-A105
- DUPUIS (J.), 1982. *L'Inde et ses populations*, Ed.Complexe, 279p.
- GIROD P., 1938. *L'agriculture et l'hydraulique agricole dans les établissements français de l'Inde*, imprimerie moderne.
- LARDINOIS R., 1977. Structures familiales et cycles familiaux dans un village de l'Inde du Sud (Andhra Pradesh), *Cahiers ORSTOM, Ser.Sci.Hum.*, Vol XIV, n°4, p. 409-420.
- MARIUS-GNANOU K., 1992. Révolution Verte et maîtrise alimentaire : le cas de la région de Pondichéry (Inde méridionale), *Cahier des Sciences humaines*, 28 (2), 1992.
- MENCHER J., 1978. *Agriculture and social structure in Tamil Nadu*, Carolina Academic Press, 314 p.
- MOUZON C., 1954. "Pondichéry : Etude de géographie humaine", *Acta geographica* (15), fascicule spécial consacré à l'Inde française, 126 p.
- POUCHEPADASS J, 1982. *Castes et classes en Asie du Sud*, Purusârta, (études réunies par J.POUCHÉPADASS) n°6, EHESS, Paris, 306 p.
- SRINIVAS M.N., 1962. *Caste in modern India and other essays*, Media promoters and Publishers PVT.LTD, 171 p.

Résumé

Dans une société rurale articulée essentiellement autour de la caste "dominante" à savoir la caste des propriétaires terriens, la modernisation agricole et dans une moindre mesure les réformes agraires ont remis en cause la spécialisation socio-professionnelle traditionnelle des castes et par là-même la corrélation caste/classe. A Kuddapakam, village de la région de Pondichéry, les Vaniars, à l'inverse des autres castes défavorisées, essaient depuis le début du siècle d'améliorer leur statut tant économique que social. A l'heure actuelle, ils exploitent plus du tiers des terres, même si bon nombre d'entre eux possèdent des micro-exploitations. Toutefois, la modernisation agricole, en abaissant la taille d'une exploitation viable économiquement a permis à certains petits exploitants Vaniars d'émerger du stade frugal d'il y a 20 ans et aux exploitants possédant plus de 3-4 ha de devenir de véritables capitalistes agraires.